

CHAPITRE 7. — *Sanctions*

Art. 10. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont sanctionnées par les peines prévues à l'article 1^{er} de la loi du 6 mars 1818 tel que modifié par la loi du 5 juin 1934 et la loi du 14 juin 1963 concernant les contraventions aux règlements administratifs.

CHAPITRE 8. — *Entrée en vigueur, publication et voies de recours*

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2021.

Art. 12. Les mesures prescrites par le présent arrêté sont d'application jusqu'au 1^{er} octobre 2021 inclus.

Art. 13. Les autorités administratives compétentes sur le territoire de l'Agglomération bruxelloise, sont chargées de l'exécution du présent arrêté. Les forces de police sont chargées de veiller au respect du présent arrêté, au besoin par la contrainte et /ou la force.

Le présent arrêté est communiqué au centre de crise national, aux Bourgmestres pour qu'ils effectuent l'affichage aux emplacements habituels pour les avis officiels.

Une diffusion la plus large possible sera effectuée par Bruxelles Prévention et Sécurité.

Art. 14. Conformément à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande d'annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la publication au *Moniteur belge*. La requête est adressée au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Une action de suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure de référé devant le Conseil d'Etat.

Bruxelles, le 30 août 2021.

Le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. VERVOORT

HOOFDSTUK 7. — *Sancties*

Art. 10. Inbreuken op de bepalingen van dit besluit worden bestraft met de straffen bepaald door artikel 1 van de wet van 6 maart 1818, zoals gewijzigd door de wet van 5 juni 1934 en de wet van 14 juni 1963 betreffende de overtredingen van administratieve reglementen.

HOOFDSTUK 8. — *Inwerkingtreding, bekendmaking en beroepsmogelijkheden*

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2021.

Art. 12. De maatregelen opgelegd door dit besluit gelden tot en met 1 oktober 2021.

Art. 13. De bevoegde bestuurlijke overheden op het grondgebied van de Brusselse agglomeratie worden belast met de uitvoering van dit besluit. De politiediensten zijn verantwoordelijk voor de naleving van dit besluit, zo nodig met dwang en/of geweld.

Dit besluit wordt meegedeeld aan het Nationaal Crisiscentrum en aan de Burgemeesters zodat zij dit kunnen uithangen op de plaatsen die doorgaans voor officiële mededelingen worden gebruikt.

Brussel Preventie & Veiligheid staat in voor een zo breed mogelijke verspreiding.

Art. 14. Overeenkomstig artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring van dit besluit worden ingediend bij de afdeling administratie van de Raad van State wegens schending van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het verzoek tot nietigverklaring moet, op straffe van onontvankelijkheid, worden ingediend binnen de 60 dagen na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. Het verzoekschrift wordt ofwel per post aangetekend verzonden naar de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 te 1040 Brussel, ofwel wordt het ingediend volgens de elektronische procedure met behulp van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan tevens een vordering tot schorsing van het besluit worden ingediend, conform de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

Brussel, 30 augustus 2021.

De Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. VERVOORT

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C - 2021/32637]

27 AOUT 2021 - Circulaire n° 685bis. — Directives dans le cadre des mesures particulières COVID-19 pour les membres du personnel de la Fonction publique fédérale en matière d'organisation du travail. — Modification de la circulaire n° 685 du 1^{er} septembre 2020

Aux services publics fédéraux et aux services qui en dépendent, au Ministère de la Défense, ainsi qu'aux organismes d'intérêt public appartenant à la Fonction publique administrative fédérale telle que définie à l'article 1^{er} de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique.

Chers collègues,

Madame,

Monsieur,

Considérant qu'une nouvelle phase dans la gestion de la pandémie du coronavirus a commencé et que les mesures concernant l'organisation du travail au sein de la fonction publique administrative fédérale doivent être adaptées à ces nouvelles circonstances ;

Considérant la nécessité de clarifier et de préciser les conséquences pour les membres du personnel de la fonction publique administrative fédérale ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[C - 2021/32637]

27 AUGUSTUS 2021. — Omzendbrief nr. 685bis. — Richtlijnen in het kader van de bijzondere COVID-19-maatregelen voor de personeelsleden van het federaal openbaar ambt inzake de organisatie van het werk. — Wijziging van omzendbrief nr. 685 van 1 september 2020

Aan de federale overheidsdiensten en de diensten die ervan afhangen, het Ministerie van Defensie en de instellingen van openbaar nut die behoren tot het federaal administratief openbaar ambt zoals bepaald in artikel 1 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken

Geachte collega's,

Geachte mevrouw,

Geachte heer,

Overwegende dat er een nieuwe fase is aangebroken in het beheer van de coronapandemie en de maatregelen rond de organisatie van de arbeid binnen het federaal administratief openbaar ambt dienen te worden aangepast aan deze nieuwe omstandigheden;

Overwegende de noodzaak om de gevolgen voor de personeelsleden van het federaal administratief openbaar ambt te verduidelijken en te preciseren;

J'aimerais demander de communiquer les directives suivantes relatives à l'organisation du travail aux membres du personnel des services relevant de votre responsabilité.

Il est renvoyé aux directives mentionnées au chapitre 2 de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, tel que modifié dernièrement, ou par toute autre disposition qui remplacerait ou modifierait le chapitre 2 précité et dont le champ d'application reprendrait le champ d'application visé par la présente circulaire.

Depuis le 27 juin 2021, le télétravail a été **fortement recommandé** dans l'ensemble des entreprises, associations et services, indépendamment de leur grandeur, pour tous les membres du personnel dont la fonction s'y prête. Le télétravail n'est donc plus obligatoire et est organisé conformément aux accords existants. Cela n'exclut donc plus la possibilité d'organiser des moments de retour ou des réunions physiques. Il va sans dire que toutes les mesures préventives possibles doivent être respectées sur le lieu de travail.

Le Comité de concertation du vendredi 20 août 2021 a annoncé une série d'assouplissements qui s'appliquent également aux services fédéraux.

En même temps, il a été annoncé que plusieurs de ces assouplissements ne s'appliqueraient pas encore à la Région bruxelloise. Concrètement, cela signifie pour les services qui se trouvent dans la Région Bruxelles-Capitale que :

- Le télétravail reste fortement recommandé ;
- Se couvrir la bouche et le nez avec un masque buccal reste obligatoire dans les zones accessibles au public ;
- Concernant l'organisation d'événements, de journées de retour, etc., les règles fixées dans l'A.M. précité du 28 octobre 2020 comme arrêté jusqu'à sa modification qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 2021, restent applicables.

À partir du 1^{er} septembre 2021, les règles suivantes s'appliqueront également :

- Lorsqu'un membre du personnel ne peut pas retourner sur son lieu de travail physique pour des raisons de santé, il peut demander une consultation spontanée auprès de son service de santé au travail (pour les SPF, il s'agit d'Empreva). Le médecin du travail évaluera alors les mesures de prévention qui sont nécessaires et éventuellement complémentaires pour ce membre du personnel en particulier.
- Contrairement à ce qui est stipulé au point précédent, un membre du personnel qui s'est vu imposer une mesure de quarantaine ou d'isolement (parce qu'il a eu un contact à haut risque ou parce qu'il revient de l'étranger) ne doit pas demander de consultation au médecin du travail. Dans ce cas, les directives reprises aux points 2 et 3 de la circulaire n° 685 du 1^{er} septembre 2020 restent applicables sans aucune modification.
- Si un membre du personnel vit avec une personne qui présente un risque de santé élevé, il prend les mesures préventives nécessaires, y compris lorsqu'il se rend au travail et en revient et lorsqu'il se trouve sur son lieu de travail physique.

La présente circulaire remplace la circulaire n° 685 et entrera en vigueur le 1^{er} septembre 2021. Ces directives s'appliquent à tous les membres du personnel à partir de cette date, et également aux membres du personnel qui, avant le 1^{er} septembre 2021, ont introduit un certificat de quarantaine mentionnant une période d'absence qui court jusqu'après le 1^{er} septembre 2021.

Les membres du personnel qui ne peuvent pas retourner sur le lieu de travail physique en raison de problèmes de santé doivent contacter dès que possible leur service de santé au travail. Les membres du personnel qui vivent avec une personne présentant un risque de santé élevé doivent immédiatement contacter leur chef de service afin de prendre les dispositions nécessaires concernant leur retour.

La Ministre de la Fonction publique,
P. DE SUTTER

Zou ik willen vragen de volgende richtlijnen rond de arbeidsorganisatie mee te delen aan de personeelsleden van de diensten die onder uw verantwoordelijkheid vallen.

In de eerste plaats wordt verwezen naar de richtlijnen vermeld in hoofdstuk 2 van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, zoals laatst gewijzigd, of door elke andere bepaling die voornoemd hoofdstuk 2 zou vervangen of wijzigen, en waarvan het toepassingsgebied hetzelfde zou zijn als dat van deze omzendbrief.

Sinds 27 juni 2021 werd telewerk **sterk aanbevolen** in alle ondernemingen, verenigingen en diensten, ongeacht hun omvang, voor alle personeelsleden wiens functie zich daartoe leent. Telewerk is dus niet langer verplicht en wordt verricht in overeenstemming met de bestaande akkoorden. Dit sluit dus niet langer uit dat terugkeermomenten of fysieke vergaderingen kunnen worden georganiseerd. Het is natuurlijk evident dat alle mogelijke preventie maatregelen dienen te worden gerespecteerd op de werkplek.

Het Overlegcomité van vrijdag 20 augustus 2021 heeft een aantal versoepelingen aangekondigd die eveneens van toepassing zijn op de federale diensten.

Tegelijkertijd werd aangekondigd dat een aantal van deze versoepelingen nog niet zullen gelden voor het Brussels grondgebied. Concreet betekent dit het volgende voor de diensten die zich bevinden binnen het Gewest Brussel-Hoofdstad:

- Telewerk blijft sterk aanbevolen;
- Het bedekken van de mond en neus met een mondkapje blijft verplicht in de voor het publiek toegankelijke ruimte;
- Voor wat betreft het organiseren van evenementen, terugkomdagen, enz. ... blijven de regels van toepassing zoals vastgelegd in het voornoemde M.B. van 28 oktober 2020 zoals dit vastgelegd werd tot de aanpassing ervan die van toepassing wordt vanaf 1 september 2021.

Vanaf 1 september 2021 worden ook volgende regels van toepassing:

- Wanneer een personeelslid niet kan terugkeren naar zijn fysieke werkplek om gezondheidsredenen, dan kan hij een spontane consultatie aanvragen bij zijn arbeidsgeneeskundige dienst (voor de FOD's is dit Empreva). De arbeidsarts zal dan beoordelen wat de noodzakelijke en eventueel bijkomende preventie maatregelen zijn voor dit individueel personeelslid.
- Anders dan vermeld in het voorgaande punt dient een personeelslid dat een quarantaine- of een isolatiemaatregel werd opgelegd (omdat hij een hoog-risicocontact heeft gehad of omdat hij terugkeert uit het buitenland), geen consultatie aan te vragen bij de arbeidsarts. De richtlijnen opgenomen onder punt 2 en 3 van de omzendbrief nr.685 van 1 september 2020 blijven in dit geval onveranderd van toepassing.
- Wanneer een personeelslid samenwoont met een persoon met een hoog gezondheidsrisico dan neemt hij de nodige preventie maatregelen in acht, ook als hij zich verplaatst naar en van het werk en als hij zich bevindt op zijn fysieke werkplek.

Deze omzendbrief wijzigt omzendbrief nr. 685 en treedt in werking op 1 september 2021. Deze richtlijnen zijn van toepassing op alle personeelsleden vanaf deze datum, ook voor de personeelsleden die vóór 1 september 2021 een quarantainegetuigschrift hebben ingediend dat een afwezigheidsperiode bevat die loopt tot na 1 september 2021.

Personeelsleden die door gezondheidsproblemen niet kunnen terugkeren naar de fysieke werkplek dienen zo snel mogelijk contact op te nemen met hun arbeidsgeneeskundige dienst. Personeelsleden die samenwonen met een persoon met een hoog gezondheidsrisico nemen onmiddellijk contact op met hun dienstchef om de nodige afspraken te maken rond hun terugkeer.

De Minister van Ambtenarenzaken,
P. DE SUTTER